

quelques mois, au plus profond désespoir pour ce qui est du chômage, en dépit de l'enthousiasme de certains honorables collègues. Nous savons tous que le chômage est plus grave qu'au cours des cinquante dernières années. Je parle en connaissance de cause, me fondant sur une expérience acquise pendant ce temps, d'Ottawa au rivage de l'océan, quand j'affirme que le chômage et la misère sont plus graves qu'ils ne l'ont été durant toute ma vie. Que fait le Gouvernement, bien qu'il s'attribue le mérite de la grande prospérité qui régnait il y a quelques mois? Il dit, en substance: "Ne vous préoccupez de rien, gens affamés. Retournez dire à vos familles qu'il y a un rayon d'encouragement en ce qu'il y a du froment en Egypte." Et il se glorifie de ce qu'il reste au Canada, non vendus et non réalisables pour l'heure, 250 millions de boisseaux de blé.

On aurait cru que, puisqu'il avait été jugé utile de rappeler au Parlement la calamité dont est frappée la classe agricole, un passage du discours du trône, ou du moins des allocutions des honorables sénateurs qui l'approuvent, aurait indiqué que le Gouvernement est au fait de la gravité de cet état de choses et tente d'y remédier. Mais il n'y a pas un mot, ni dans l'un ni dans les autres, révélant, chez les ministres, le désir d'intervenir en cette occurrence. Il est incroyable qu'en présence du plus grand malheur qui ait jamais atteint nos industries et de la calamité qui menace l'une de nos activités agricoles que nous considérons avec fierté comme une preuve de l'extraordinaire esprit d'initiative des Canadiens, comme nous l'a rappelé ce soir l'honorable représentant de Regina (l'honorable M. Laird), le Gouvernement parle du blé canadien non vendu et avoue, par son silence, qu'il n'a pas l'intention de lever un doigt pour améliorer l'état de choses existant.

Avant le discours de l'honorable sénateur de King (l'honorable M. Hughes), nous n'avions entendu aucun raisonnement à l'appui des affirmations du Gouvernement. Il nous a demandé de nous consoler par la pensée que nous remboursions une partie de notre dette nationale et que, si nous continuons de la même façon, nous l'aurons éteinte, dans quarante ans. Il aurait pu ajouter qu'en relevant quelque peu les impôts, nous nous débarrasserions de notre dette en 30 ans ou moins. Mais il semble oublier tout à fait que, si nous acquittions la dette, c'est que le gouvernement précédent a imposé des taxes, dues aux exigences de la guerre, lesquelles, dès le début, ont suffi au service de la dette. S'il avait été bien au fait, il aurait ajouté que nous remboursions la dette à cause des surtaxes aux-

L'honorable M. TAYLOR.

quelles le commerce est assujéti par suite de la guerre.

Quand on l'a interrogé au sujet de l'augmentation de la dette des chemins de fer, il a répondu avec légèreté que les chemins de fer valent bien le total de la dette dont ils sont grevés. N'oublions pas que c'était à propos de l'adresse en réponse à un discours du trône annonçant un projet de loi ayant pour objet, si l'on en croit une rumeur fort répandue, de biffer un milliard de la dette de ces chemins de fer, dont on avoue pour la première fois qu'elle dépasse l'évaluation qu'il serait jamais possible de faire de ces voies ferrées. Malgré le milliard dont on désire réduire la dette, notre honorable collègue veut terminer le débat en nous affirmant que le réseau vaut bien l'argent que nous lui avons consacré.

L'honorable M. DANDURAND: Mon honorable ami fait erreur sur ce point. On a dit que, si la valeur des voies ferrées a augmenté dans la proportion des sommes qu'on y a consacrées dernièrement, c'est-à-dire des emprunts dont parlait l'honorable représentant de Welland (l'honorable M. Robertson), ces voies constituent un élément d'actif. Je n'ai pas compris que cette parole se rapportait au coût total de l'entreprise. A mon sens, la question de l'honorable sénateur (l'honorable M. Robertson) avait trait aux derniers emprunts, ceux de la dernière année.

L'honorable M. TAYLOR: Il est non moins vrai, à mon sens, que les emprunts de ces dernières années s'élèvent au milliard dont on veut réduire le capital, ce qui indiquerait que les chemins de fer étaient solvables, il y a quelque 15 ans, mais que maintenant, sous la direction du Gouvernement, ils ont atteint un état où il leur faut prendre des mesures pour se montrer sous un jour acceptable au monde financier. C'est pour ce motif qu'on nous demande de leur reprendre ce milliard de capital pour l'ajouter à la dette du pays.

En même temps, l'honorable sénateur fait bon marché de la balance du commerce, qui a été la principale cause de fierté indiquée dans toute adresse du parti au pouvoir. Chaque année, on nous a rebattu les oreilles du formidable succès remporté par le Gouvernement en obtenant ce qu'il appelle une balance favorable du commerce, bien qu'il sache, comme nous le savons, que cette balance favorable a été réalisée par l'exportation de matières premières dont la valeur devait être décuplée aux Etats-Unis, et qu'il aurait fallu garder au pays pour donner de l'emploi à nos ouvriers. Aujourd'hui, cette sortie de matières premières ne réussit plus à établir la